

Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ?

Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement

Antoine Bernard de Raymond, Loïc Bonin, Sylvain Bordiec, Pierre Chiron, Karine Clément, Charif Elalaoui, Théo Grémion, Pauline Liochon, Quentin Ravelli, Emmanuelle Reungoat

DANS **GENÈSES** 2023/1 (N° 130), PAGES 80 À 111
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 1155-3219
ISBN 9782410027556
DOI 10.3917/gen.130.0080

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2023-1-page-80.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ?

Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement

Antoine Bernard de Raymond, Loïc Bonin, Sylvain Bordiec, Pierre Chiron, Karine Clément, Charif Elalaoui, Théo Grémion, Pauline Liochon, Quentin Ravelli et Emmanuelle Reungoat

PP. 80-111

Partie de la contestation d'une taxe sur l'essence, la révolte des Gilets jaunes a montré une forte efficacité : deux semaines après le soulèvement initial du 17 novembre 2018, le gouvernement retirait déjà la taxe incriminée. Mais cette révolte a aussi fait preuve d'une exceptionnelle longévité, certains ronds-points étant encore occupés au début de l'année 2023. Au fil du temps, en réponse aux épreuves auxquelles ils ont été confrontés, les Gilets jaunes ont renouvelé leurs modes d'action et de participation : occupation de ronds-points puis de terrains privés, construction de cabanes, rassemblements et manifestations hebdomadaires, organisation d'assemblées, blocages économiques, participation aux élections et création d'associations. Ces différents registres témoignent d'une plasticité qui a permis d'ancrer le mouvement dans la durée.

Si l'on confronte les Gilets jaunes à des mouvements comparables, c'est-à-dire à des révoltes d'ensemble, à tendance insurrectionnelle, ayant des répercussions nationales et remettant globalement en cause les inégalités sociales et le système politique, et malgré toutes les limites inhérentes à de tels rapprochements, on ne peut que confirmer que ce mouvement est d'une durée étonnamment longue. Qu'il s'agisse des 44 jours de soulèvement généralisé en Guadeloupe en 2009 (Odin 2019), du *freedom summer* contre la ségrégation raciale aux États-Unis (McAdam 2012), voire des 71 jours de la Commune de Paris ou du « Mai rampant » italien en 1968, on remarque que ces révoltes, contrairement à d'autres formes de contestation, excèdent rarement quelques semaines ou quelques mois et ont, sinon une date de fin unanimement reconnue, au moins un terme relativement bien établi.

De ce point de vue, le mouvement des Gilets jaunes présente des caractéristiques inhabituelles puisqu'en l'absence d'organisation centralisée et en dépit de

moments de reflux – entre fin décembre 2018 et début janvier 2019 d’abord¹, puis après le 1^{er} mai 2019 – il a mobilisé un nombre important de personnes² pendant plus de six mois, et parfois plus d’un an, voire exceptionnellement deux ou trois, selon les lieux, sans qu’il soit même possible d’attribuer une date de fin de mouvement avec précision. Comment expliquer cette longévité paradoxale ? Comment une révolte de ce type peut-elle durer ? En explorant l’idée d’une révolte des ronds-points – qui a servi de réservoir aux manifestations centrales dans les grandes villes – cet article montre, à partir d’une ethnographie comparée de 17 ronds-points dans 7 départements, que les formes d’occupation des ronds-points, par transformations successives au fil d’épreuves locales, ont été déterminantes dans la durée du mouvement.

Contrairement à ce qui a été appelé les « mouvements de places » (Pleyers et Glasius 2013 ; Ancelovici, Dufour et Nez 2016), en référence aux Indignés (Smaoui 2017), à Occupy Wall Street (Graeber 2013) et aux « printemps arabes » (Hmed 2016), le mouvement des Gilets jaunes ne s’est pas inscrit dans un lieu central d’une grande ville. À partir d’un « ancrage fondamentalement local » (Jeanpierre 2019), il s’est déployé sur ces milliers de « non-lieux » (Augé 2010) que sont les ronds-points disséminés à travers le pays, principalement dans des espaces périurbains et ruraux, souvent à proximité d’agglomérations secondaires. Pour comprendre les dynamiques du mouvement et sa longévité, il est donc indispensable de comparer les occupations de ronds-points afin d’identifier de manière systématique les facteurs de durée ou au contraire d’étiollement du mouvement, ainsi que les transformations face à la répression policière et judiciaire.

Cette question de la durée permet de renouveler, en le déplaçant, le débat ancien des mobilisations dites « paradoxales » qui réussissent à s’imposer malgré l’absence de ressources. La théorie de la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald 1977) souligne, dans une perspective stratégique, que différentes ressources, à la fois individuelles et collectives, sont nécessaires pour qu’il puisse y avoir mobilisation et que celle-ci soit viable. Dans cette perspective d’adéquation rationnelle entre des moyens et des fins, une équivalence tend à s’établir entre mouvement social et organisation formelle (Revillard 2003). Mais alors comment expliquer les mobilisations des groupes dominés, opprimés ou minoritaires qui, précisément, ne disposent pas de ces ressources ? Faut-il n’y voir que des « mobilisations improbables » (Mathieu 1999 ; Maurer et Pierru 2001 ; Hmed 2007) ? En critiquant le modèle de la mobilisation des ressources à partir du cas des « *poor people’s movements* », Piven et Cloward (1977) inversaient le raisonnement et affirmaient que des groupes dominés déployant des mouvements de rupture en dehors des cadres institués de la protestation étaient, en fait, plus efficaces pour atteindre leurs objectifs que des organisations hiérarchisées et structurées. Ils critiquaient ainsi le modèle de la grande organisation centralisée, qu’ils voyaient davantage comme un frein aux mobilisations de groupes dominés.

Mais, pour Piven et Cloward, la contrepartie de cette organisation informelle et disruptive est que les succès des *poor people's movements* restent éphémères et voués à une extinction rapide s'ils ne réussissent pas à mobiliser des ressources externes, organisationnelles et politiques. Celles-ci expliquent, notamment, la persistance du mouvement des droits civiques ou des grandes grèves industrielles des années 1930. Or, les Gilets jaunes, tout en construisant un mouvement durable et puissant, capable de se renouveler, n'ont bénéficié de rien de tel. Ils se sont maintenus dans une forme d'indétermination politique dont ils ont fait un avantage stratégique et qu'on ne peut comprendre qu'en analysant ce qui se joue concrètement sur les lieux d'occupation – dont la nature change au cours de la mobilisation. Ce faisant, cet article contribue à une discussion restée longtemps absente de la sociologie des mobilisations collectives, mais qui se développe depuis une quinzaine d'années (Auyero 2005 ; Martin et Miller 2003 ; Clément 2015) sur les liens entre espace, lieux et contestation. Si l'étude de ces liens peut s'effectuer selon différents angles, on s'intéressera ici plus spécifiquement au cas où « le contrôle de lieux est un enjeu de la contestation » (Tilly 2000).

Cette approche par les transformations des lieux de la mobilisation nous permet de proposer une contribution originale aux recherches, déjà nombreuses, sur le mouvement des Gilets jaunes. Schématiquement, on peut classer ces contributions selon trois axes d'analyse (Bendali et Rubert 2020). Un premier ensemble de travaux analyse les ressorts de la mobilisation, en les rapportant aux caractéristiques sociodémographiques des participants. Ces travaux ont montré que les Gilets jaunes ont mobilisé les classes populaires et petites classes moyennes dans les territoires ruraux et péri-urbains (Quantité critique 2018 ; Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes 2019 ; Dormagen, Michel et Reungoat 2021), où la voiture constitue un élément incontournable des mobilités quotidiennes ainsi qu'un outil de travail (Boyer *et al.* 2020). Les femmes et les hommes du mouvement connaissent très souvent des trajectoires de forte précarité professionnelle et d'insécurité économique (Guerra, Alexandre et Abrial 2021). En particulier, les budgets familiaux apparaissent de plus en plus contraints par la montée des dépenses pré-affectées (Blavier 2021), si bien que l'augmentation des taxes pesant sur les ménages modestes vient aviver un sentiment d'injustice fiscale. Un deuxième ensemble de travaux interroge précisément cette critique des élites politiques et aborde le rapport à la politique des Gilets jaunes, ainsi que leurs attentes vis-à-vis de l'État et des politiques publiques (Rouban 2019 ; Bedock *et al.* 2020 ; Clément 2020 ; Hayat 2021). Ces travaux montrent notamment une très forte distance vis-à-vis des catégories de la politique partisane, ainsi qu'une exigence de reprise de contrôle de la population sur les décisions politiques, notamment à travers l'idée du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Enfin, un troisième ensemble s'attache aux conséquences de l'engagement, en portant une attention particulière à ses modalités pratiques et à l'organisation du mouvement à partir des ronds-points. Cet article s'inscrit dans ce troisième ensemble de recherches,

rendant compte du caractère inédit de cette forme d'organisation des classes populaires et des petites classes moyennes, à l'écart du mouvement ouvrier organisé et de son répertoire d'action. L'importance des ronds-points commence à être bien documentée et permet d'éclairer la participation massive de personnes sans expérience militante (Reungoat, Buton et Jouhanneau 2022), le rôle du témoignage et du partage d'expériences comme opérateurs de montée en généralité des revendications, la fabrication d'un « nous » populaire dont la colère se tourne contre les élites, et le travail d'équilibrage ou de composition entre différentes tendances au sein du mouvement (Ravelli 2020a). Si ces contributions abordent souvent les ronds-points, la question de la transformation du mouvement est moins abordée (Bernard de Raymond et Bordiec 2019; Devaux *et al.* 2019; Bonin et Liochon 2020). Or, le mouvement des Gilets jaunes se caractérise précisément par sa durée exceptionnelle et par les transformations qu'il a connues, que ce soit en termes de renouvellement de sa base sociale, de ses modes d'actions ou de ses buts.

Une première partie présentera notre démarche de comparaison d'enquêtes ethnographiques aboutissant à l'identification de séquences-types d'occupation des ronds-points. Les trois parties suivantes se consacreront chacune à une forme d'épreuve rencontrée par les Gilets jaunes sur les ronds-points, qu'ils ont pu surmonter de différentes manières. Les *caractéristiques sociodémographiques du groupe mobilisé*, d'abord, entraînent un risque d'implosion du groupe ou de son morcellement en sous-groupes plus ou moins capables de coexister. *L'environnement du rond-point*, ensuite, est corrélatif du risque d'expulsion de celui-ci, le plus souvent sur ordre des préfetures, dont les décisions ne sont cependant pas identiques et dépendent aussi des élus locaux. Enfin, *la structuration du groupe* joue un rôle important : si le caractère disruptif et imprévisible des actions des Gilets jaunes a indubitablement contribué à son succès, la continuation du mouvement pose, pour les structures militantes, la question d'introduire un niveau supérieur d'organisation, qui peut avoir trait aussi bien à la vie interne du groupe ou à la participation à des coordinations qu'à l'organisation d'actions ou de revendications élargies. La mise en place de formes spécifiques de structuration (en plus du dispositif de rassemblement propre au rond-point) engage alors la question du pouvoir et des hiérarchies au sein du groupe, en ce qui concerne aussi bien les personnes que les pratiques.

D'un point de vue méthodologique, au-delà de la présentation des terrains observés (Encadré), il est important de préciser que cet article propose une synthèse d'enquêtes ethnographiques indépendantes – quoiqu'en constante interaction – qui ont chacune fait l'objet d'analyses et de publications séparées. Cette ambition de synthèse nous impose de sélectionner des cas empiriques peu nombreux mais emblématiques, à nos yeux, des transformations de la mobilisation.

Un terrain significatif : éléments socioéconomiques et topographie des ronds-points

La durée du mouvement et le renouvellement de ses modes d'action posent un certain nombre de problèmes méthodologiques. Les approches quantitatives de la mobilisation ont proposé de cerner les profils sociodémographiques et souligné l'hétérogénéité des participants au mouvement (Quantité critique 2018; Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes 2019; Guerra, Gonther et Alexandre 2019; Boyer *et al.* 2020; Dormagen, Michel et Reungoat 2021). Ce type d'approche fournit des éléments sur la sociographie d'ensemble des Gilets jaunes mais laisse parfois de côté la dynamique collective et surtout ses variations locales. À l'inverse, différentes enquêtes ethnographiques l'abordent comme une mobilisation localisée (Challier 2019; Coquard 2019; Collectif du rond-point de Saint-Avold 2020) mais posent le problème des effets de contexte, de la singularité des résultats et de la portée générale de ces investigations. Pour résoudre ce problème, nous proposons dans cet article une ethnographie comparée des occupations de ronds-points.

Notre collectif de 10 chercheurs s'est rendu sur 8 terrains d'enquête – deux terrains étaient explorés par deux personnes – concernant 17 ronds-points répartis dans 14 communes de 7 départements (voir le tableau chronologique des séquences d'occupation en Annexe 2). Il est à noter que les occupations de ces 17 ronds-points ne démarrent pas toutes dès le début de la mobilisation mais sont le produit, pour certaines d'entre elles (deux en Gironde, une en Isère), de la division par scissiparité d'autres ronds-points mobilisés. Les observations ont été menées de novembre 2018 au printemps 2021, mises en commun à partir du printemps 2019 et objectivées à partir de différents outils : grilles d'observation et tableaux à remplir *a posteriori* en s'appuyant sur les carnets de chacun, comparaisons thématiques lors de réunions régulières. Ces 17 ronds-points sont situés dans 7 des 13 régions administratives du territoire métropolitain : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie. Même si plusieurs d'entre nous s'y sont rendus régulièrement, l'Île-de-France n'est pas représentée ici car elle constitue à bien des égards un cas à part, moins rural et centré sur les manifestations hebdomadaires à Paris.

Sur ces 17 ronds-points, dont les noms ont été modifiés afin de garantir l'anonymat, 10 appartiennent

à un grand pôle urbain (10 000 emplois ou plus) et 2 se situent en couronne de grand pôle, un rond-point appartient à un moyen pôle (5 000 à moins de 10 000 emplois) tandis que les autres se situent sur des communes appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois), ou dans des communes multipolarisées. Le nombre d'habitants des communes où ils sont situés varie ainsi de 2 000 à près de 280 000 habitants. Sur nombre de ronds-points, en particulier ceux qui sont situés dans des aires urbaines grandes ou moyennes, les Gilets jaunes mobilisés viennent à la fois de la commune du site occupé et des communes environnantes. Notre terrain offre donc un outil de comparaison exceptionnel permettant de contraster des cas offrant une diversité géographique et socioéconomique, insérés dans leurs configurations locales à partir d'observations de long terme.

Plusieurs ronds-points appartiennent à des territoires enregistrant des taux de chômage et de pauvreté qui dépassent la moyenne nationale. Les communes des ronds-points de Saarville (Grand Est), Grand-Sud (Occitanie) et Treysac (Nouvelle-Aquitaine), par exemple, avoisinent les 20 % de taux de chômage (voir le tableau synthétique en Annexe 1). Ces contextes sont pour certains le fruit d'une période de désindustrialisation : c'est le cas dans l'Est, en Isère et dans le Calvados dans les années 1990. Mais les situations demeurent contrastées en fonction des régions. Par exemple, le rond-point de Saarville est situé dans un ancien bassin minier, affecté actuellement par le chômage (18,5 %) et la pauvreté (20 %), tandis que les localités de Rambail ou de Vinsaint (Nouvelle-Aquitaine) se caractérisent par une faible diversité des activités économiques et une domination du secteur vitivinicole³. Par ailleurs, les résultats électoraux des communes de l'enquête montrent davantage de diversité que d'uniformité. Ainsi, si dans certains territoires, l'abstention reste en tête, La République en marche (LREM) ou le Rassemblement national (RN) et parfois La France insoumise (LFI) font ailleurs des scores importants.

Les ronds-points observés partagent également des caractéristiques topographiques qui sont des indices du succès de la mobilisation et du profil des populations qui l'ont portée. Ils se situent souvent sur des nœuds de circulation automobile très fréquentés, en périphérie urbaine, avec parfois une différence importante de population et de conditions

de vie entre la grande agglomération et les communes environnantes, comme dans le cas de Camon, en Bourgogne-Franche-Comté. Ces ronds-points sont pour la plupart à proximité d'une ville concentrant des activités commerciales et industrielles, mais également des axes routiers qui vont jouer un rôle dans les rassemblements. La majorité des sites observés est localisée près d'une autoroute ou d'une nationale importante (Grand-Sud, Aliénor, Saarville, Camon, Sarette), mais aussi de centres commerciaux

et de grandes surfaces disposant de parking, parfois de toilettes et permettant l'alimentation (Grand-Sud, Vinsaint, Aliénor, Laise, Saarville, Aligny). Le choix du rond-point n'est en rien lié au hasard : celui-ci se situe dans les lieux de vie et de passage quotidiens des mobilisés. Il rassemble ainsi des individus vivant souvent dans les communes voisines alors en position de bloquer la circulation et d'être vus par les automobilistes.

Démarches d'enquêtes et grandes séquences d'occupation

En nous centrant sur les ronds-points et leur contrôle par les Gilets jaunes, nous avons repéré deux facteurs qui peuvent rendre compte de la durée d'une révolte populaire, et qui nuancent un certain nombre de résultats admis dans la littérature sur les mouvements sociaux.

Le premier facteur est celui de la capacité d'un mouvement à se métamorphoser pour surmonter des épreuves de force : c'est cette transformation qui lui permet de durer, plus que le fait de disposer au départ de ressources importantes. Une telle aptitude, qui suppose une forte créativité militante – au sens d'une fabrication de nouveaux outils de lutte et de mobilisation, comme la construction de cabanes, et une capacité de réflexivité –, lui permet de surmonter les obstacles qu'il ne manquera pas de rencontrer, en particulier face à la répression policière et judiciaire quand il comporte une dimension insurrectionnelle. Or, le fait de disposer de ressources importantes et anciennes tend plutôt à enfermer un mouvement social dans un répertoire d'action prédéfini, standardisé, comme le suggère Charles Tilly en soulignant « l'avantage de la familiarité » du répertoire d'action, qui rend, selon lui, l'innovation plus rare et plus difficile à expliquer (Tilly 1978 : 154-155).

Le second facteur est lié à la base sociale du mouvement, dont l'homogénéité est souvent réputée lui permettre de durer et de résister à la répression ou aux forces centrifuges (Zald et Ash 1966). Nous montrerons au contraire qu'une importante hétérogénéité sociale peut être nécessaire à un mouvement social pour se réinventer, se redéployer et continuer à prendre de court le pouvoir. La capacité à utiliser un ensemble diversifié de compétences qui ne sont pas habituellement vues comme des compétences militantes constitue un élément essentiel pour durer. Le mouvement des Gilets jaunes s'est construit grâce à une coopération, autant sociale que politique, parmi différentes fractions des classes populaires qu'on peut identifier – métiers paramédicaux, artisanaux et ouvriers, précaires, entre autres. On peut aussi supposer qu'un mouvement qui ne développe pas uniquement des buts stratégiques, mais aussi une « culture commune » et des pratiques solidaires, a

davantage de chances de se maintenir : dans le cas des Gilets jaunes, l'occupation des ronds-points a joué un rôle essentiel dans l'invention et le maintien de telles pratiques.

Lorsque cette hétérogénéité sociale est cultivée, transformée en atout militant par des choix d'organisation, elle fait naître un équilibre évolutif entre les composantes sociales et politiques de la révolte populaire, pour surmonter les conflits internes. Nous montrerons que les formes de structuration et de leadership, apparues sur les ronds-points, ont permis de surmonter dans certains cas ces conflits internes et les interventions des forces de l'ordre. Contre l'idée que l'installation dans la durée d'un mouvement social implique nécessairement sa bureaucratisation et sa réorientation vers la « maintenance organisationnelle », nous montrerons qu'une révolte peut se maintenir à condition de développer une forme de structuration souple. L'un des aspects importants de cette souplesse organisationnelle – à l'origine notamment de la constitution de « grappes giratoires » (Ravelli 2020a) – repose sur une particularité que nous avons retrouvée sur plusieurs terrains d'enquête : la tendance des ronds-points à se diviser, puis se subdiviser, donnant ainsi naissance à d'autres ronds-points par scissiparité, pour éviter l'éclatement.

Avec ces deux facteurs, nous tenons à souligner l'indétermination relative des révoltes populaires, et le fait que leur dynamique n'est pas strictement indexable sur des caractéristiques structurelles préexistantes – qu'il s'agisse des participants ou de l'organisation. C'est pourquoi, en saisissant la question de la durée à partir du contrôle des ronds-points par les Gilets jaunes, notre article s'intéresse, au fond, aux épreuves transformatrices d'une lutte sociale. La scissiparité des ronds-points, en un sens, est une forme de réponse aux différentes épreuves traversées. En sciences sociales, le terme d'épreuve a deux grandes filiations (Martucelli 2015) : celle de la philosophie puis de la sociologie pragmatique, qui lui donne le sens d'une sanction qui tranche le sens d'une controverse ; celle d'une confrontation existentielle face à un obstacle à surmonter, qui permet de se redéfinir. En nous intéressant aux façons de « tenir » un rond-point occupé (Bernard de Raymond et Bordieuc 2019 ; 2020) malgré les nombreuses contraintes et remises en cause, nous utilisons la notion d'épreuve dans ce second sens. Répression policière et judiciaire, diminution des effectifs, conflits internes aux groupes de Gilets jaunes et interrogations sur la nécessité et la manière de structurer le mouvement : toutes ces épreuves mettent en jeu la fin potentielle du mouvement. Ces épreuves sont en outre transversales, c'est-à-dire rencontrées sur l'ensemble des ronds-points. Le terme de « Gilets jaunes » n'est en effet pas qu'un mot-valise venant artificiellement homogénéiser une multitude de situations locales disparates : sur les ronds-points, les différents groupes locaux ont affronté un ensemble d'épreuves récurrentes, qui forment une structure homogène. Les réponses collectives apportées à ces épreuves ont permis, ou non, à la mobilisation de durer, et ont engendré des mutations.

Ces réponses varient toutefois en fonction de « configurations sociales localisées » (Elalaoui 2022). Ce qui, dans un certain contexte, conduit à la « fin des

cabanes» (Bonin et Liochon 2020) peut susciter ailleurs un renouvellement du mouvement et sa transformation. La comparaison permet donc de montrer, à travers les réponses apportées aux épreuves, l'éventail des trajectoires possibles des collectifs tenant les ronds-points. Avec cette approche, il devient possible de répondre à notre double interrogation initiale : rendre compte de la dynamique globale du mouvement, mais aussi de la variété de ses formes.

En faisant apparaître des points communs aux différentes séquences d'occupation d'une façon empirique et inductive, il est possible d'éviter de plaquer sur le mouvement social un modèle préconçu et linéaire depuis la montée en puissance jusqu'à la décomposition. Comme il s'agit de s'intéresser à l'inscription de la mobilisation dans le territoire (Combes, Garibay et Goirand 2015), nous retenons comme critère de passage d'une période à une autre le fait que ces lieux connaissent un changement majeur : l'abandon d'un rond-point, un déplacement du domaine public vers un terrain privé, la construction ou, au contraire, la destruction d'une cabane, le passage aux assemblées et associations. Peut-on repérer, ainsi, des enchaînements, des reconfigurations et des dates communes, pour identifier quelques séquences types ? Dans chaque site observé, une chronologie de l'occupation a été établie, et chacun d'entre nous a en outre identifié des mécanismes expliquant le déroulement des événements, pour classer les séquences d'occupation en plusieurs types et identifier des facteurs explicatifs transversaux.

Si elles ont une durée variable, de quelques jours ou semaines à plus d'une année, les occupations des ronds-points commencent toutes, sauf exception, à la même date : le 17 novembre 2018. En soi, cette première journée de mobilisation constitue une première épreuve, et une première transformation. En effet, tel qu'il a été pensé dans les appels à la mobilisation, ou par les collectifs locaux d'organisation, le 17 novembre devait avant tout être une journée d'action ponctuelle, centrée sur les blocages des routes et des péages, afin d'obtenir le retrait de l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (la TICPE). L'idée de maintenir une présence continue sur les ronds-points n'avait été ni pensée ni anticipée. Ce sont les rencontres, la volonté d'être visible aux yeux de tout le monde et les échanges auxquels les manifestants participent ce jour-là sur les lieux d'action qui leur donnent envie de rester et de s'organiser pour tenir ces lieux, souvent jour et nuit. Ainsi, le fait que les Gilets jaunes s'approprient des pratiques d'occupation longue (Dechézelles et Olive 2017) constitue une propriété émergente du mouvement, distincte par exemple d'un préavis de grève déposé à l'avance par des syndicats.

Sur la plupart des ronds-points, l'intervention des forces de l'ordre marque un second tournant. Au-delà des seuls sites observés, l'expulsion à la suite d'un arrêté préfectoral marque souvent la fin d'une première forme de mobilisation (blocage et occupation des routes). Notons que la pression des forces de l'ordre est plus ou moins forte selon le caractère stratégique du rond-point occupé (accès à un important axe routier, accès principal à une zone d'activité commerciale ou économique

notable, etc.) et les alliances politiques locales, en particulier entre les mairies, les préfectures et les sous-préfectures. Malgré la diversité des situations, l'expulsion a généralement lieu entre la mi-décembre 2018 et la mi-janvier 2019, comme le montre le tableau chronologique des séquences d'occupation (Annexe 2). La grande majorité des 17 ronds-points a alors été confrontée à une ou plusieurs expulsions et destructions de cabanes, sauf dans quelques cas où les Gilets jaunes ont pu bénéficier d'un soutien protecteur en la personne d'un maire communiste, comme aux ronds-points de Laise (Calvados) et de Sarette (Loiret).

De fait, l'expulsion ou la tentative d'expulsion par les forces de l'ordre intervient dans un contexte de décrue numérique de la mobilisation et d'émergence de dissensions internes au sein des groupes de Gilets jaunes. S'ouvre alors une deuxième période où les collectifs militants cherchent à maintenir la mobilisation, mais où ils doivent reconfigurer leurs manières de se rassembler et d'agir. Cette période est souvent marquée par la recherche de nouveaux lieux d'occupation. En outre, les formes d'occupation se diversifient et se polarisent entre la recherche d'un certain entre-soi sélectif – le rond-point devenant alors une forme de « club » – et le maintien de la logique « fraternelle » et ouverte initiale. Cette recherche de nouveaux lieux d'occupation peut se traduire par un déplacement vers la marge (du centre du rond-point vers un terrain privé en bordure du même rond-point, comme à Aligny) ou par une relocalisation, mais aussi par un éclatement en plusieurs lieux occupés, par exemple sur plusieurs ronds-points – même s'il peut y avoir, à l'inverse, une polarisation de la mobilisation locale vers un lieu unique, ou encore le maintien sous une forme plus intermittente de l'occupation sur le même lieu.

La diminution globale des effectifs s'accompagne aussi d'une recomposition interne des groupes, souvent marquée par une séparation d'une partie des Gilets jaunes issus des fractions plus favorisées des classes populaires et des classes moyennes inférieures, plus « respectables » aux yeux des notables, ainsi que par un attrait proportionnellement plus important pour les manifestations, au détriment du rond-point. Durant cette période, qui correspond au début de l'année 2019, et souvent à l'instigation de groupes de gauche ou d'extrême gauche, les Gilets jaunes cherchent dans certains cas à s'organiser et à se structurer en partie en dehors des ronds-points, grâce à l'organisation de réunions, d'assemblées citoyennes, ou à la mise en place de collectifs ou d'associations. De même, sur certains ronds-points, les Gilets jaunes cherchent à se structurer de manière interne, par exemple en adoptant des règles de vie commune ou en désignant des responsables, afin de limiter les conflits et les départs. Ces initiatives visent à pérenniser le mouvement au-delà de l'effervescence collective des premières semaines. Dans certains cas, elles sont couplées à une stratégie de maintien des occupations des ronds-points, tandis que dans d'autres situations, il s'agit de faire le deuil de cette première expérience pour redéployer le mouvement selon d'autres modalités. Certains groupes parviennent à tenir les sites occupés, tandis que d'autres finissent par abandonner,

que ce soit sous la pression des forces de l'ordre, du fait de la répression judiciaire ou en raison de conflits internes – conflits de direction ou de préservation de la « respectabilité » du rond-point, notamment.

Dans une troisième période, commençant selon les situations au mois de février ou au début du printemps 2019, de nouveaux rapports sociaux se développent sur les ronds-points encore occupés. Dans certains cas, la présence sur les ronds-points devient plus intermittente, voire cantonnée à des événements particuliers (organisation d'un pique-nique, reprise symbolique d'un rond-point un samedi, etc.) ou subordonnée à la participation aux manifestations du samedi, tandis que dans d'autres cas, la présence sur le rond-point s'intensifie, faisant de celui-ci un lieu de vie où s'élaborent au cours du temps de nouvelles pratiques et s'expérimentent des formes de vie en communauté : accueil volontaire de personnes précaires, développement de jardins potagers, marché de producteurs locaux, etc. C'est aussi l'heure des associations et des collectifs qui sonne alors : Rayon démocratique (Vinsaint), Gilets jaunes du cœur (Aligny), ou encore un collectif de lutte tendant à s'articuler autour d'enjeux locaux comme le désert médical (Houille).

La fin du printemps, enfin, est marquée par les élections européennes. Les résultats, dans certains cas favorables localement au RN, objectivent les clivages au sein des groupes locaux de Gilets jaunes. Cette séquence inaugure une nouvelle vague d'abandons d'occupation parmi les ronds-points encore mobilisés. Ce déclin de la mobilisation s'observe au niveau national à partir du mois de mai. Les Gilets jaunes perdent au fil des mois leur centralité dans les conflits sociaux, mais cherchent à se pérenniser et à s'ouvrir à des causes plus sectorielles (mobilisations des pompiers, des soignants et, à l'hiver 2019, contre la réforme des retraites, etc.). Sur l'un de ces sites, à Treyssac, l'occupation se transforme : suite à un nouveau démontage de cabane en raison du lancement d'une procédure judiciaire pour construction illégale, début septembre 2019, les Gilets jaunes parviennent à prendre et occuper un bâtiment désaffecté dans la petite ville voisine, qui devient une « Maison du peuple ». L'hybridation avec les pratiques des squats, également présente à Montpellier suite à la tenue de la quatrième « assemblée des assemblées » (ADA) à l'automne 2019, traduit une évolution du mouvement, dont une partie tend à reprendre les codes de la gauche autogestionnaire, peut-être au détriment – selon certaines personnes – de la convivialité et des modes de sociabilité des cabanes, très appréciées par les membres de la première heure.

Compte tenu de tous ces éléments, on peut distinguer trois séquences types d'occupation en fonction de leur durée. La première se caractérise par une occupation brève, de quelques semaines à moins de deux mois, qui ne sort pas du schéma initial d'« occupation bloquante » (Jeanpierre 2019), à laquelle l'expulsion ou les séries d'expulsions par les forces de l'ordre mettent fin. Les ronds-points de Camon Nord (Saône-et-Loire), Houille (Isère) et Rozambelle (Calvados) s'inscrivent globalement dans ce modèle. Ces ronds-points se caractérisent par de fortes tensions internes, renvoyant à des différences sociales, des divisions

politiques et des modes d'action différents. Ces tensions se cristallisent souvent lors de tentatives de structuration (organisation d'assemblées générales (AG), adoption de procédures de délibération, etc.), rejetées par les groupes Gilets jaunes les plus précaires, les moins expérimentés ou les plus à droite politiquement. Après la « fin des cabanes », les collectifs peuvent parfois maintenir une activité à travers l'organisation d'AG et de réunions publiques, ainsi que par la participation aux manifestations du samedi : la fin du rond-point mobilisé en permanence ne signifie pour autant pas immédiatement l'arrêt du mouvement.

La deuxième séquence type est celle des ronds-points où la mobilisation s'est révélée la plus durable (supérieure à 3 mois et parfois 1 an), fréquemment marquée par des efforts importants d'organisation et de structuration. Les ronds-points de Saarville (Moselle), Grand-Sud (Hérault), Vinsaint (Gironde), Sarette (Loiret) et Rambail (Gironde) s'inscrivent dans ce parcours. Ici, les collectifs mobilisés sur les ronds-points sont toujours actifs plus de 6 mois et pour certains plus d'un an après la journée inaugurale du 17 novembre 2018, et ils le sont encore après l'instauration du confinement en mars 2020, soit près d'un an et demi plus tard. Une telle durée n'est souvent possible que sur des ronds-points où le nombre de personnes mobilisées est dès le début important et où celles-ci parviennent à maintenir une certaine diversité sociale et des liens de sociabilité. Ces sites se caractérisent alors par l'expérimentation de différentes solutions pour organiser le groupe, gérer les conflits, établir des règles de vie et prendre des décisions collectives. Enfin, les groupes mobilisés investissent le rond-point et en particulier les cabanes comme un lieu de vie collective et d'expérimentation sociale.

La troisième séquence type correspond à des occupations d'une durée intermédiaire (de 2 à 6 mois), sans structuration du groupe, et où les conflits internes sont avant tout gérés par des départs ou des prises de recul individuels, par une circulation entre différents ronds-points occupés ou encore par des départs collectifs et l'occupation de nouveaux ronds-points. En effet, le travail de structuration formalisée n'est pas indispensable pour qu'un rond-point « tienne » pendant plusieurs mois. La durée de ces groupes s'explique là aussi par des facteurs externes, c'est-à-dire des négociations et de bons rapports maintenus avec les autorités (mairies, police/gendarmerie), ainsi que par des facteurs internes : homogénéité des profils, existence de règles de cohabitation, possibilité de quitter le groupe, conflits moins conséquents. Ces groupes sont souvent caractérisés par la recherche d'un entre-soi qui offre une certaine cohésion, mais réduit la taille du collectif. Font partie de ces ronds-points Laise (Calvados), Romanche (Isère) et Arenc (Gironde).

Au terme de cette première partie, il est possible d'identifier non seulement des séquences d'occupation types, mais aussi différents facteurs qui conditionnent la durée des occupations. Il faut voir ces facteurs non comme des variables indépendantes agissant de manière univoque pour favoriser le maintien de l'occupation

ou au contraire sa fin, mais comme des dimensions engageant certaines épreuves, que les Gilets jaunes peuvent surmonter ou non et auxquelles ils peuvent apporter différentes réponses, ce qui suscite en retour des transformations singulières des ronds-points. Ces facteurs relèvent de trois catégories : les caractéristiques socio-démographiques du groupe mobilisé (taille, composition interne, gamme d'activités privilégiées), l'environnement du groupe (action des forces de l'ordre et de la justice, élus locaux, liens avec la population locale, situation géographique) et la structuration du groupe (opérations de blocage en commun, désignation de leaders ou porte-parole, adoption d'un règlement interne, organisation de réunions ou d'AG, maintien d'une cabane).

Les caractéristiques sociodémographiques : l'épreuve de l'implosion

La taille et la composition du groupe mobilisé jouent un rôle majeur dans la durée de l'occupation. Comme souvent dans une mobilisation collective, un risque d'attrition se fait sentir, si bien que le nombre de personnes initialement mobilisées conditionne dans une grande mesure la durée de l'occupation. Par exemple, parmi les occupations les plus longues, on note que les rassemblements de Saarville et Treyssac ont compté environ 2 000 personnes le 17 novembre 2018 (chiffres exceptionnels, compte tenu du caractère disséminé de la mobilisation des Gilets jaunes). À l'inverse, les ronds-points situés dans des zones rurales et n'ayant rassemblé que quelques dizaines de personnes au premier jour de la mobilisation n'ont souvent pas perduré au-delà de quelques jours ou semaines.

Mais la composition interne du groupe constitue aussi un élément important. L'hétérogénéité des profils sociaux issus des classes populaires, avérée statistiquement (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes 2019 : 881), joue ici un rôle ambivalent du point de vue de l'expérience subjective qui en est faite. Cette diversité est tout d'abord recherchée pour elle-même. En effet, les Gilets jaunes apprécient dans la présence sur les ronds-points la possibilité de rencontrer des « gens de tous horizons » avec qui ils peuvent néanmoins s'entendre et se reconnaître, des gens qu'ils « n'auraient jamais rencontrés sans les Gilets jaunes ». La richesse, la diversité et la convivialité des échanges sur les ronds-points constituent un facteur de poursuite de la mobilisation. Comme le formule rétrospectivement Rosa, une Gilet jaune retraitée de la mine du rond-point de Saarville (Moselle) :

« Très vite, je m'aperçois qu'il y a là des gens de toutes les couches sociales, des personnes de la classe moyenne, des chômeurs, beaucoup de retraités, des femmes qui élèvent seules leurs enfants, et beaucoup d'autres. Leur point commun, à les écouter, est que tous, à leur niveau, ont du mal à finir leur fin de mois. »

L'insistance sur l'idée d'une nouvelle « famille », souvent entendue en entretien, et l'intensité des sociabilités établies constituent un moteur de la mobilisation et

de sa pérennisation. Pour la petite communauté de Gilets jaunes encore présents régulièrement un an puis deux ans après le début du mouvement, le rond-point a transformé leur vie quotidienne et souvent leurs réseaux de sociabilité. La plupart ont rejoint le mouvement dès la première heure, fréquemment dès le 17 novembre 2018, et l'expérience des Gilets jaunes demeure un moment de rencontres et d'intensification de leurs existences. « Moi, ce que j'ai fait là depuis bientôt 8 mois, c'est exceptionnel! », confirme lors d'un entretien en juillet 2019 Robert, retraité du rond-point Grand-Sud, ancien peintre en bâtiment devenu concierge. Deux ans plus tard, il est toujours mobilisé, avec son épouse, à un rythme hebdomadaire : « À Noël, je les ai laissés parce que moi j'avais ma famille. Mais il me tardait d'aller les rejoindre. Donc pour moi, c'est une nouvelle famille, ma place est avec eux! »

Par ailleurs, occuper un rond-point – *a fortiori* de manière permanente – nécessite à la fois de la « disponibilité biographique » (Siméant 2001) et des compétences spécifiques. Le mouvement des Gilets jaunes repose, en particulier sur les ronds-points, sur une alliance de fait entre des travailleurs stables et des publics précaires. Pour occuper les lieux, les personnes disposant de disponibilité, parfois du fait de leur statut (précaires ou à la retraite), jouent un rôle essentiel dans le maintien en continu de l'occupation des ronds-points, précisément parce qu'elles sont moins contraintes par le travail. Certes, la littérature sur les mobilisations montre la difficulté à mobiliser les publics précaires, du fait de l'instabilité de leurs conditions de vie (Maurer et Pierru 2001 ; Chabanet, Dufour et Royal 2011), comme le note ainsi un Gilet jaune de Saarville un an après le début du mouvement :

« Malheureusement, les personnes les plus en difficulté viennent de moins en moins. Elles sont déçues par l'absence de résultats. Qu'est-ce qu'on a obtenu depuis le début de mouvement pour améliorer la vie des gens? Rien! Et puis, ça coûte cher, de se rendre aux manifs du samedi, de se prendre des amendes à 135 euros. »

Cependant, l'occupation des ronds-points a fourni un élément de stabilité aux plus précaires qui, en retour, ont pu constituer une ressource pour le maintien de la mobilisation. La présence de personnes au chômage, à la retraite, en situation d'invalidité ou de handicap aux côtés de métiers indépendants ou salariés, souvent en intérim, permet de se relayer pour assurer l'occupation du rond-point, parfois appuyée sur la présence de personnes sans domicile fixe, ou de personnes travaillant la journée, qui « tiennent » le lieu la nuit. C'est le cas à Rambail, à Sarette et à Grand-Sud, non sans que cette présence ne fasse l'enjeu de conflits au bout d'un certain temps. À l'inverse, les personnes contraintes à la fois par le travail et la vie de famille ont eu plus de difficultés à s'inscrire durablement dans la mobilisation. Typiquement, les femmes travaillant et s'occupant seules de leurs enfants, très fortement mises en avant dans les médias au début du mouvement, ont pu rencontrer davantage de difficultés à rester mobilisées sur le long terme (Dagnaud et Telos 2019). Mais la flexibilité du cadre du rond-point permet aisément d'entrer et de sortir de la lutte, comme c'est le cas pour d'autres mouvements sociaux longs

et permettant des participations intermittentes, par exemple le *Hirak* algérien de 2019 contre le président Bouteflika, que les jeunes des quartiers populaires éloignés de la contestation organisée ont contribué à construire dans la durée, malgré leurs incertitudes et leurs réticences (Dufresne Aubertin 2021).

C'est également la capacité à créer et à mobiliser des ressources et compétences propres qui permet à la mobilisation de durer, mais aussi à chacun de pouvoir s'investir. Ici, outre l'expérience militante apportée par une partie des mobilisés, l'occupation cultive des savoir-faire populaires peu valorisés dans des mobilisations plus traditionnelles (Dechézelles et Olive 2017), tout en réduisant le coût de l'engagement et du maintien dans le mouvement, notamment des primo-contestataires et des Gilets jaunes disposant de peu d'expérience militante. La réutilisation des compétences professionnelles, notamment dans les milieux ouvriers, employés et artisans, est courante sur les ronds-points : à Vinsaint, deux Gilets jaunes, ouvriers agricoles en viticulture, ont mis au service du groupe leurs connaissances en agriculture pour le développement d'un potager ; d'autres personnes ayant une expérience de la mécanique ou du bricolage l'ont mise à contribution dans la construction de la cabane. De même, la capacité à cuisiner ou encore l'accès à la récupération de matériaux divers – pneus, palettes, bois, outils, barnum, denrées alimentaires, etc. – devient valorisée et valorisante.

L'occupation des ronds-points s'appuie donc sur des profils sociaux et politiques diversifiés. Néanmoins, en l'absence de règles de fonctionnement officielles ou d'habitudes informelles enracinées, les différences de convictions politiques, de représentation de la vie collective, ou les rapports de genre ou de génération peuvent engendrer des conflits. Matrice du mouvement des Gilets jaunes, cette diversité est à la fois une force et une vulnérabilité. Une force car elle permet aux ronds-points de remplir différentes « fonctions sociales » (Bernard de Raymond et Bordiec 2020 ; Ravelli 2020b) à partir d'une assise sociale relativement large – petits artisans, chômeurs, travailleurs précaires, ouvriers et employés des services publics – qui opère un phénomène de relais au cours de la mobilisation et lui permet, justement, de durer. Cette diversité, mise en avant dans les discours, vient aussi construire un sentiment de représentativité du « peuple », de légitimité. Cette hétérogénéité est aussi une vulnérabilité parce qu'elle ne peut pas être en permanence harmonieuse : surmonter les tensions représente une part conséquente du travail des Gilets jaunes, qui s'apparente, de ce point de vue, à un exercice permanent d'équilibrisme social et politique.

Sur le terrain, cet exercice d'équilibrisme prend de nombreuses formes. Les conflits donnant lieu à un risque d'implosion sont continuellement présents dans le mouvement et ont de multiples origines : convictions politiques, rapport aux modalités d'action et d'échanges, rapports sociaux de genre, de race ou de génération. Au rond-point de Houille, nous avons pu observer une série de tactiques – présentes aussi ailleurs – visant à maintenir au sein du mouvement les plus précaires, qui ne sont pas à l'aise avec les assemblées réglementées et codifiées,

soutenues par un groupe moins précaire, plus diplômé et plus marqué à gauche : d'où le choix de réunions plus courtes, moins structurées, laissant la possibilité d'initiatives personnelles non validées par les assemblées. On retrouve ce schéma du clivage sociologique à Camon, où il est redoublé par d'autres problèmes, comme celui du racisme : au rond-point Sud, des Gilets jaunes taxent le rond-point Nord d'un « certain antisémitisme, de l'homophobie et du racisme – à chaque fois qu'un Arabe passait en voiture, certains disaient : “regarde le musulman, là, dans la voiture !” », relate Marjorie, mère au foyer de 38 ans faisant partie de ceux qui contestent ce type d'attitude (Bonin et Liochon 2020). Dans le Loiret, le clivage se traduit, pour un temps, par la coexistence de deux groupes de Gilets jaunes sur le même rond-point : les plus jeunes, dont certains sont racisés et plus ouverts sur les questions d'immigration ; les plus âgés, blancs et plus fermés, voire très opposés pour certains à l'ouverture des frontières nationales. Cette coexistence n'est pas toujours pacifique, puisqu'elle conduit à un incendie de cabane, puis à la construction de deux cabanes différentes sur le même rond-point. Malgré tout, le mouvement continue par des voies parallèles, ce qui montre que le morcellement peut lui-même s'avérer un moyen de durer. À Treysac, ce sont des tensions internes liées aux rapports de genre qui se manifestent : un petit groupe de femmes fait sécession car elles ne supportent plus le climat à leur goût trop festif et laxiste. Lassées de la « mauvaise image » donnée des Gilets jaunes, elles décident de créer leur propre rond-point.

Ainsi, on observe que les manières de surmonter les conflits internes sont de deux ordres : d'une part, produire des incitations permettant de maintenir la cohésion du groupe via la mise en place de nouvelles pratiques et actions partagées, d'espaces d'échanges formels et informels permettant d'inclure les publics les moins socialisés à certaines pratiques ; d'autre part la séparation physique du groupe sur deux ronds-points différents ou plus, selon une logique de « grappe giratoire » comme « structure politique souple » (Ravelli 2020a), voire de définition de sous-espaces au sein d'un même rond-point. Dans ce dernier cas, la séparation des groupes exerce un effet ambivalent sur la mobilisation : d'un côté, elle tend à affaiblir le groupe parce qu'elle le divise, mais de l'autre, elle limite les sorties définitives du mouvement, en constituant des espaces affinitaires plus cohésifs. La persistance du mouvement s'explique alors par la capacité à maintenir des sous-mobilisations parallèles malgré les écarts sociopolitiques.

Les ronds-points et leur environnement : l'épreuve de l'expulsion

La durée de l'occupation des ronds-points ne dépend pas seulement des caractéristiques et ressources internes au groupe mobilisé mais aussi de ses rapports avec son environnement. Cet environnement renvoie à la fois à la situation géographique du rond-point (proximité ou éloignement par rapport à une grande

ville, avec un lieu ou une voie de circulation stratégique), aux autorités policières, judiciaires et politiques (bonne entente ou conflictualité avec la gendarmerie ou la police, soutien symbolique ou matériel d'un maire) et à la population locale, en l'occurrence les dons et marques de soutien ou au contraire de rejet et d'hostilité que celle-ci peut manifester vis-à-vis des Gilets jaunes. Ces éléments contribuent au maintien ou inversement à la fin de l'occupation, ainsi qu'à ses transformations. On constate en particulier une inégalité dans la répression, qui permet de distinguer, localement, des polarités de ronds-points. Si les Gilets jaunes du rond-point de Laise, dans le Calvados, maintiennent de bonnes relations avec la gendarmerie et se font seulement rappeler à l'ordre lors des filtrages lourds, des blocages ou pendant une intervention dans un centre commercial à proximité, les rapports sont en revanche très tendus au rond-point de Rozambelle – pourtant dans le même département –, qui subit une répression continue. Les lieux de vie y sont détruits immédiatement après leur reconstruction. De même, si le rond-point de Sarette, dans le Loiret, se maintient, alors que celui d'Aligny Nord éclate, ce n'est pas seulement à cause d'une cohérence interne plus forte, c'est aussi parce que le second a fait l'objet d'une stratégie répressive systématique, soutenue par la mairie, les chaînes de grande distribution et d'autres grandes entreprises. À la moindre tentative de distribution de tracts, sans parler d'une réoccupation du rond-point, les forces de l'ordre arrivent et exigent l'évacuation de la voie publique.

Certes, les ronds-points étudiés ont pu faire face à des environnements très différents. Tous, en revanche, ont été confrontés à une même épreuve, celle de l'expulsion par les forces de l'ordre entre la mi-décembre 2018 et le début du mois de janvier 2019. À l'échelle nationale, les expulsions des ronds-points par la gendarmerie ont constitué l'un des principaux motifs d'extinction des occupations par les Gilets jaunes. Malgré tout, l'obstacle de la répression est souvent contourné : à Camon, la cabane est détruite le 17 décembre, puis reconstruite dès le 19 sous la pluie battante, avant qu'un important dispositif policier vienne déloger les bâtisseurs au moment où le poulet est mis sur la broche – ce qui n'empêche pas de reconstruire, plus loin, une cabane sur un terrain privé.

À Grand-Sud et plus encore à Saarville, la cabane, plusieurs fois reconstruite, fait l'objet d'une grande persévérance. Le rond-point de Saarville tire une grande partie de sa longévité de la combativité des Gilets jaunes pour conserver leur cabane, à la fois base arrière de leurs luttes et lieu de vie. Celle-ci a été démantelée, brûlée, saccagée une demi-douzaine de fois, à trois reprises elle fut entièrement détruite, pour renaître de ses cendres le lendemain. La première fois, elle fut enlevée par les forces de l'ordre, le 20 décembre 2018 au petit matin. Le même jour, les premières palettes arrivaient pour tout reconstruire « en plus beau » et « en plus grand ». Une équipe de bâtisseurs s'affaire, utilisant leurs talents professionnels ou leurs compétences en bricolage, tandis que les outils et matériaux sont récupérés chez soi ou au travail. La cabane est refaite en rondins de bois et érigée en contrebas du trottoir du rond-point, sur un parking commercial. Elle tient à peine

six jours avant d'être incendiée. Les Gilets jaunes changent alors de technique et tablent sur des matériaux moins inflammables : un abri de chantier prêté par un petit entrepreneur sympathisant est rénové et réaménagé. Ils y tiennent leur QG jusqu'à mi-février, au moment où l'entrepreneur, subissant la pression des autorités, demande à récupérer son bien. Ils se cotisent alors pour acheter une vieille baraque de chantier : « Nous l'avons entièrement retapée, du sol au plafond. Nous l'avons décorée, aménagée, bichonnée... Elle est restée notre repère et notre abri pendant plus d'un an ». C'est cette quatrième construction qui a duré le plus longtemps, malgré plusieurs tentatives d'incendie et des dégradations malveillantes.

Les épreuves d'expulsion des ronds-points par les forces de l'ordre, éventuellement appuyées par les autorités judiciaires et politiques, induisent ainsi quatre types de réponse. La première consiste à abandonner la mobilisation, en tout cas dans sa forme initiale (occupation et blocages). On peut noter à ce sujet que la vague d'expulsion des ronds-points (de mi-décembre 2018 à début janvier 2019) a été suivie d'un regain du nombre de Gilets jaunes aux manifestations organisées dans les métropoles régionales ou à Paris à partir de janvier 2019⁴. La deuxième réponse consiste, à court terme, à réoccuper le rond-point évacué, ainsi qu'à éventuellement reconstruire la cabane détruite. Deux autres réponses de plus long terme, qui sont des formes de repli stratégique, consistent à se déplacer en dehors de la partie centrale du rond-point ou de son abord immédiat pour occuper soit un terrain public, avec l'accord de la mairie, soit un terrain privé, avec l'accord de son propriétaire. Ces deux réponses peuvent être aussi l'occasion d'inventions de nouvelles manières de protester.

Ces replis stratégiques s'opèrent la plupart du temps sur des terrains privés et consistent à reconstruire des cabanes et des groupes militants à l'écart des zones de répression : parking, champs, terrains vagues, fermes, friches industrielles, pâtures, casses automobiles, sentiers forestiers. Tous ces lieux font l'objet de relocalisations, avec leurs lots d'escarmouches juridico-policières. À Amilly, dans le Loiret, la nouvelle cabane construite sur le terrain d'une ancienne casse automobile donne une seconde vie au rond-point d'Aligny pendant plus d'un an. Au rond-point de Vinsaint, en Gironde, s'organise une résistance aux forces de l'ordre lors du déménagement sur un terrain privé malgré l'accord du propriétaire, qui reçoit ensuite des pressions de la préfecture par courrier. Au mois de mai 2019, les Gilets jaunes s'installent sur un potager au nord du département pour lancer un projet de culture maraîchère « accessible », à 1,50 euro le kilogramme, et mettre en commun les moyens nécessaires à l'activité économique : crédits, outils, matériaux, graines, terrains. Les maraîchers « jaunes » proviennent de différents milieux : cadres et professions intellectuelles supérieures, cadres intermédiaires, employés et ouvriers (Chiron 2021). En dépit de cette variété de profils, la plupart des individus ont pour point commun l'usage du potager dans la sphère domestique. Comme le dit l'un d'entre eux lors d'un entretien rétrospectif :

«Ça m'a permis, avec les premières récoltes, de changer aussi un peu ma consommation, parce que c'est vrai, jusqu'ici, moi je consommais... J'achetais mes choses au supermarché... On commençait à avoir les premiers légumes du jardin, donc on commençait aussi à cuisiner les légumes du jardin. [...] Le samedi, je vais acheter mes légumes au marché plutôt que d'acheter des conserves ou des choses comme ça.»

Ainsi, le repli stratégique n'est pas seulement un geste défensif dans une lutte contre les forces de l'ordre. Il peut au contraire porter un objectif de vie en commun, que l'on retrouve sur d'autres ronds-points, comme celui du potager d'Aligny Sud, dans le Loiret, qui ne verra finalement pas le jour mais qui continue d'intéresser une partie des Gilets jaunes des mois après l'expulsion du rond-point, tout comme le rond-point de Rambail à Treysac, qui développe un «marché citoyen» en profitant d'un vaste espace libre sur le terrain privé occupé – un peu à la manière de certaines expériences du Larzac après Mai 68. Le repli stratégique vers un terrain de ce type devient ainsi un moment d'invention et d'expérimentation sociales, et le vecteur d'une «utopie concrète» à travers des pratiques d'occupation (Bernard de Raymond et Bordieuc 2020; Clément 2020), ou «expérimentale» (Lefebvre 2000 [1974]). Autant d'«espaces libres» (Evans et Boyte 1986) qui peuvent donner aux Gilets jaunes l'impression d'être libérés des structures de domination et, ainsi, de pouvoir s'exprimer librement – ce qui, en soi, est déjà un résultat de la mobilisation. Avec les expulsions des ronds-points les plus stratégiques (péages, centres commerciaux, voies rapides) et la baisse des effectifs, les Gilets jaunes ont incontestablement perdu leur force initiale liée aux actions de masse de blocage des routes. Néanmoins, ces épreuves ne se sont pas traduites de manière univoque par le déclin du mouvement, mais aussi par des redéploiements et des recompositions.

La continuation de l'occupation, *a fortiori* à la suite d'un repli stratégique, passe également par la recherche d'alliés. Une fois expulsés par les forces de l'ordre, les Gilets jaunes peuvent chercher à occuper un terrain, public ou privé, proche du rond-point. Selon les cas, s'exprime un besoin du soutien du maire de la commune ou du propriétaire du terrain. L'attitude des autorités constitue un facteur externe de durabilité. Ces négociations avec la mairie sont un élément important du mouvement des Gilets jaunes. À Laise, les premières semaines, le maire vient sur le rond-point occasionnellement, en soutien. Les semaines suivantes, il exerce une pression sur un propriétaire pour empêcher le déménagement du groupe sur un terrain privé et exige l'arrêt de l'occupation du rond-point, afin de garantir le bon fonctionnement des commerces alentour. La couleur politique des mairies, mais surtout le rapport de forces instauré depuis le début – selon le nombre de Gilets jaunes dans les premiers jours – jouent un rôle dans le choix du soutien au mouvement, comme c'est le cas au rond-point de Rozambelle, où le maire accorde un local. Un soutien matériel qu'on retrouve à Sarette, où le barnum, l'électricité et un frigidaire sont fournis par le maire communiste. À Romanche, l'ancien maire

vient directement sur le rond-point avec son gilet jaune et partage ses savoir-faire militants :

« Il se trouve qu'il y a tout de suite trois ou quatre personnes, des dames du rond-point, qui sont venues me voir en disant : "On est super contents que vous veniez. Et en plus avec le gilet !" Je pense que j'aurais fait une erreur personnelle si j'avais pas mis mon gilet. En marquant l'idée que moi j'étais en phase avec les revendications initiales, ça a permis à ces personnes de venir me dire qu'elles étaient satisfaites qu'au moins une personne connue vienne sur le rond-point marquer la solidarité. [...] Comment on fait un tract, pour aller distribuer devant les supermarchés et inviter au samedi ? Pour des gens qui n'ont jamais écrit un truc, l'éditer, etc., c'est prise de tête. »

Le petit patronat local, souvent contre l'avis des grandes enseignes comme Carrefour ou Leclerc et de certains particuliers propriétaires de terrains, peut également constituer un appui. Au rond-point de Saarville, on l'a vu, un petit entrepreneur sympathisant prête un Algéco qui fait office de cabane. Ces jeux d'alliances compensatrices pour surmonter les aléas locaux et rebondir malgré les abandons donnent une plasticité à la mobilisation fondée sur la fabrication d'opportunités : au lieu d'attendre et de dépendre des conditions favorables, comme le schéma classique des structures d'opportunités l'entend trop souvent, les Gilets jaunes changent de tactique quand l'obstacle est trop grand. Néanmoins, quand le soutien d'un maire ou d'une personne privée a trait à l'emplacement occupé, la perte de ce soutien a des conséquences fortes pour le groupe, qui doit soit opérer un nouveau repli stratégique, soit abandonner l'occupation. Dans le cas du rond-point de Rambail, l'occupation d'un terrain privé fait suite à l'expulsion du rond-point du péage à Treyssac. Pendant de nombreux mois, le propriétaire du terrain fait fi des multiples pressions policières et judiciaires dont il fait l'objet. Mais lorsqu'en juillet 2019, une procédure judiciaire est ouverte contre lui pour construction illégale, il se voit obligé de céder et demande aux Gilets jaunes de quitter les lieux.

Leadership et structuration des groupes locaux : l'épreuve de la délégation

La troisième dimension qui affecte la temporalité du mouvement (Elalaoui 2022) renvoie à la question du leadership et de la structuration. Passés l'effervescence des premières semaines et les relatifs succès rapidement engrangés par le mouvement – annonces d'Emmanuel Macron le 10 décembre 2018 – émerge la question suivante : comment « s'organiser pour durer » ? Cette question se pose aussi bien au niveau de l'organisation interne d'un rond-point qu'à une échelle locale, régionale, voire nationale. Ainsi, dès le 2 décembre 2018, des Gilets jaunes de Commercy, dans la Meuse, lancent un appel national à l'organisation d'assemblées

populaires, qui débouchera sur la mise en place des ADA à partir de janvier 2019. Cette question affecte de manière particulière le mouvement des Gilets jaunes, sans structure ni direction formelle, qui a obtenu des succès précisément parce qu'il s'est construit en dehors des organisations et cadres institués de la protestation, et qu'il renvoie à une puissante exigence d'égalité. Cependant, le refus d'avoir des représentants et des dirigeants au niveau national ne signifie pas que les Gilets jaunes soient effectivement un mouvement sans chefs (Cohen 2019), mais plutôt que la concurrence pour le leadership a été très ouverte et souvent instable, notamment au niveau local (Jeanpierre 2019). Au-delà de l'enjeu du leadership, les Gilets jaunes qui souhaitent pérenniser le mouvement sont systématiquement confrontés à la question de sa formalisation, voire de son institutionnalisation. Faut-il conserver l'occupation effervescente des premiers jours, ou bien faut-il assumer la transformation du mouvement en quelque chose d'autre ? Cette épreuve de la structuration du mouvement confronte les Gilets jaunes au problème du pouvoir, ainsi qu'à celui de la hiérarchie entre les personnes et entre les pratiques. En outre, et de manière cruciale, cette épreuve confronte les Gilets jaunes à la perspective d'exister en dehors de l'immanence des ronds-points, de leur occupation et des actions de blocage. Cette épreuve est potentiellement porteuse d'un éloignement des ronds-points. Or, cette question de la structuration du mouvement concerne au moins deux aspects : l'organisation interne du rond-point, d'une part ; la pérennisation du mouvement au-delà de la seule occupation du rond-point, par la structuration de revendications collectives, d'autre part.

Ce sont d'abord l'organisation interne du rond-point et l'enjeu de l'émergence et des formes du leadership qui influent sur la durabilité et transforment les collectifs. L'adoption de règles de vie commune intervient notamment pour la résolution des conflits et tensions qui s'exacerbent sur les ronds-points avec le temps⁵. À Rambail, en Gironde, une soirée alcoolisée en mars 2019 dégénère en bagarre, à la suite de quoi l'une des figures du rond-point est « invitée à partir ». Le propriétaire du terrain sur lequel les Gilets jaunes sont désormais installés menace de les expulser. Une réunion est organisée en urgence pour adopter des règles de vie en collectivité à la « Maison du citoyen » et des réunions hebdomadaires sont instituées concernant la vie du rond-point.

La présence, l'investissement et la reconnaissance d'un leadership mono- ou polycéphale, jouant un rôle dans la gestion des conflits, contribuent également à la durabilité des collectifs des ronds-points. La défection d'une figure centrale dans la structuration du collectif et le maintien des activités militantes peuvent, comme à Laise, mener à la dislocation du groupe, surtout quand la légitimité des porte-parole – souvent façonnée par les préfetures ou des mairies qui veulent des « chefs » de ronds-points stables, comme à Aligny – est contestée. À l'inverse, à Grand-Sud, comme sur d'autres ronds-points, c'est une direction à plusieurs – deux ou trois personnes au lieu d'un seul « chef » – qui garantit la pérennité organisationnelle. À partir de décembre 2018-janvier 2019, l'émergence d'un

leadership bi- puis tricéphale à Grand-Sud a permis l'organisation de la vie sur le rond-point, menacée par l'attrition, et la structuration d'un collectif. Les Gilets jaunes ont organisé des réunions hebdomadaires (en plus des présences sur le rond-point même) et progressivement diversifié leurs activités par l'organisation d'événements ponctuels – anniversaires, pique-niques, déplacements, week-ends de réoccupation – qui rallient régulièrement des Gilets jaunes plus intermittents gravitant autour du noyau dur. À partir de l'automne 2019, des convergences avec d'autres mobilisations se sont mises en place. La pérennisation du rond-point est liée à un investissement intense et reconnu de ces organisateurs qui les a conduits à prendre un temps important sur leur vie personnelle. « C'est grâce à eux si on est encore là ! » confie Murielle, primo-contestataire et Gilet jaune de la première heure, qui vit de son allocation adulte handicapée. Les compétences militantes ou associatives passées, comme le capital culturel de l'équipe organisatrice du rond-point, se combinent à la valorisation d'autres types de savoir-faire et de compétences souvent portés par des Gilets jaunes sans expérience politique préalable, et à une division claire et acceptée du travail militant.

À Saarville, le principe même de porte-parole provoque des conflits : les Gilets jaunes craignent de se voir dirigés par des « chefs ». Lors de la réunion du 16 janvier 2019, qui débouche tout de même sur l'élection de porte-parole (sept personnes élues, quatre femmes et trois hommes), l'un des premiers initiateurs du mouvement, y étant opposé, claque la porte. Mais la majorité soutient ce principe, au nom d'une meilleure coordination et information, plaidant pour l'émergence de « non-leaders » qui ne font que formuler l'opinion du groupe et ne prennent pas de décisions sans son aval. La structuration progressive de certains ronds-points contribue à des phénomènes de délégation et à l'émergence d'une représentation reconnue. Néanmoins, le souci de discussion, de prise de décision collective, de mise en scène et d'exercice de la démocratie directe, ainsi que souvent de limitation de l'autonomie des porte-parole, demeure constant. La remise de soi reste partielle et conditionnée à l'absence de sentiment de confiscation de la parole.

Par ailleurs, la question de la structuration du mouvement a trait aussi à son organisation au-delà de l'espace local ainsi qu'à l'adoption de revendications collectives. À Treysac, dès le mois de décembre 2018, des Gilets jaunes souhaitent créer une association, mettre fin aux blocages, rencontrer les élus locaux et « faire remonter des revendications ». L'effort est très rapidement marginalisé, notamment lorsqu'il apparaît que l'association aurait la possibilité de prélever une partie des dons versés par des tiers sur les ronds-points. Les Gilets jaunes ayant quitté le rond-point de Treysac pour celui de Rambail lancent des « assemblées citoyennes » à partir de janvier 2019, avec pour objectif la mise en place d'une nouvelle Constitution et l'établissement de la « première démocratie » écrite par et pour le peuple. Ce format délibératif attire une frange plus âgée, plus diplômée et moins éloignée de la culture légitime que la majorité des participants. Il tend à cliver le groupe de Rambail. Les tensions autour de l'alternative entre les discussions informelles

et les assemblées délibératives organisées se retrouvent de manière régulière, aussi bien dans l'Isère qu'en Saône-et-Loire ou dans le Loiret. À Camon par exemple, l'instauration d'assemblées générales à partir de janvier 2019 donne lieu à un conflit : les Gilets jaunes du rond-point Nord, plus populaires et moins dotés en capital culturel et militant, viennent interrompre l'assemblée générale de ceux du rond-point Sud, majoritairement issus des fractions stabilisées des classes populaires, pour protester contre le recours trop fréquent aux réunions qui menacent la vie du mouvement. Le 16 janvier 2019, un peu moins d'une dizaine de militants de Camon Nord se rendent à l'assemblée hebdomadaire des Gilets jaunes de Camon Sud. Pour manifester leur insatisfaction vis-à-vis de l'assemblée générale, trois d'entre eux arrivent cagoulés et laissent perplexe une partie des Gilets jaunes sur place, comme le raconte l'un des militants de Camon Nord :

« Quand on est arrivés [cagoulés] à Camon Sud, c'était pour leur faire voir notre manière de voir les choses : des AG, des réunions il en faut, un petit coin tranquille parce qu'il y a l'avenir à préparer et c'est pas nous, en étant dans les manif's ou sur les ronds-points, qui allons le préparer cet avenir ; si tu fais sauter un gouvernement tu fais quoi ? Si tu as pas le RIC [RIP : référendum d'initiative populaire] tu fais quoi ? Alors il y a ceux qui préparent le RIC et qui préparent tout ça, et il y a ceux qui sont là pour faire sauter le pouvoir et ils comprenaient pas ça. Ils croyaient que la révolution ça se faisait... comme ça, gentiment. C'était pour leur faire voir qu'il y a *eux* [il insiste] dans les salles qui préparent leur truc et il y a *nous* : nous on va au contact, nous on va se faire matraquer la gueule. »

Les réunions, assemblées générales et assemblées citoyennes ont souvent lieu chez des particuliers ou dans des salles mises à disposition par les mairies. Ainsi, l'organisation des activités peut contribuer à réduire le nombre de personnes présentes sur le rond-point et en tout cas à accentuer la tension entre les membres du mouvement favorables au maintien du schéma initial – occupation des ronds-points, actions de blocage – et d'autres qui font le constat d'un essoufflement et tentent de le reconfigurer en dehors des ronds-points, voire de l'instituer – création de collectifs ou d'associations. À Rambail, les leaders du rond-point, conscients du caractère clivant des assemblées citoyennes, décident de rapatrier l'organisation depuis une salle communale vers le rond-point, pour encourager les échanges et l'intégration des différents sous-groupes de Gilets jaunes.

Les réponses à ces différentes épreuves contribuent à singulariser les ronds-points et, avec le temps, à leur conférer un style particulier. Et ce d'autant plus que ces réponses se traduisent souvent par une division des groupes en deux ou plusieurs ronds-points, par une fusion de ronds-points ou par une relocalisation. Cette scissiparité des ronds-points a souvent été une condition de la pérennité du mouvement. Suite souvent à une séparation de deux ronds-points, certains deviennent ainsi des « clubs » de plus en plus exclusifs, tandis que d'autres ronds-points s'efforcent de maintenir l'esprit fraternel des débuts. Les « clubs » sont caractéristiques des ronds-points ayant connu une durée d'occupation intermédiaire (entre 1 et

6 mois), comme par exemple le « rond-point des femmes » à Treysac. L'homogénéité favorise une coexistence harmonieuse, mais en revanche, la taille réduite du groupe le fragilise. Plus exposés à la répression, les « ronds-points blocages » dont l'occupation est restée sur l'espace public ont eu une durée de vie courte ou intermédiaire. C'est le cas notamment de ronds-points constitués principalement de primo-participants, souvent aux profils précaires, et qui ne souhaitaient pas modifier le format initial de l'action (Camon, Aliénor, Romanche). De même, les « ronds-points de la discorde », sur lesquels aucune forme de leadership ne fait consensus et qui restent traversés par des conflits non résolus entre personnes ou factions, sont souvent ceux qui ont la durée de vie la plus courte (Rozambelle). Sur certains ronds-points, l'autorité d'une personne est reconnue très rapidement sans être contestée, mais alors le rond-point est très dépendant de l'investissement de cette personne (Aliénor). Les « ronds-points multicéphales », où s'invente une forme souple de leadership, collectif, ou distribué, sont ceux qui ont la durée de vie la plus longue (Grand-Sud). La relocalisation a souvent induit une redéfinition des buts de la mobilisation, dans le sens où le rond-point devient le lieu d'expérimentation d'une utopie concrète. Ces ronds-points sont généralement ceux qui ont duré le plus longtemps (Saarville, Treysac, Vinsaint), ce qui est notamment passé par les constructions de cabanes plus ambitieuses.

* *
*
*

La capacité à s'inscrire dans la durée, à s'ancrer dans le paysage social et politique local, quitte à changer de stratégie, voire de forme, a fait du mouvement des Gilets jaunes tout autre chose qu'un feu de paille. Malgré l'absence de ressources organisationnelles préalables, et contrairement aux modèles explicatifs dominants dans l'étude des mouvements sociaux, souvent peu attentifs à la question du temps, des rythmes et des transformations internes des luttes sociales, les Gilets jaunes ont persévéré. Cette persistance s'explique, en particulier, grâce à deux capacités constamment combinées : le dépassement des obstacles, transformés en ressources propres au mouvement qui compense ainsi son inexpérience ; et l'équilibrage sociopolitique interne, qui permet de maintenir la cohésion des groupes en dépit des nombreuses tensions.

Mais cette durée n'a rien d'une évidence car elle s'est accomplie à chaque fois sur le fil du rasoir, en transformant les obstacles en de nouveaux départs, malgré les découragements, les ambivalences et les défections qui auraient pu briser l'élan initial. De ce point de vue, la dynamique concrète du mouvement semble conforter une vision événementielle de l'histoire, comme celle que défend par exemple William Sewell (1996a), qui la distingue des représentations téléologiques ou expérimentales, débusquées par cet auteur, respectivement, chez Wallerstein et Skocpol : l'événement, avec ses contingences, façonne non seulement l'expérience mais les structures mêmes de la mobilisation, qu'on ne saurait expliquer

ni rétrospectivement, à partir de son aboutissement, ni inductivement, à partir de la seule collecte empirique de faits convergents. Pour Sewell, c'est l'événement non planifié de la prise de la Bastille qui permet d'« inventer » la Révolution française et aux insurgés de devenir révolutionnaires (Sewell 1996b). Dans d'autres contextes et à l'échelle locale, on retrouve ce rôle transformateur de l'événement, par exemple en 2011 en Égypte où, par la multiplication de confrontations dans les quartiers, se fabriquent des trajectoires révolutionnaires, selon un « agencement de micro-événements, totalement contingents et se greffant à ce rapport au quartier » (El Chazli 2012 : 857).

Sur les ronds-points, les particularités locales – géographiques, politiques, économiques – forment autant de points d'appuis tactiques, ce qui peut donner l'impression d'une irréductible variété. Il y a, de fait, de grandes disparités entre les régions, et souvent même entre deux ronds-points distants de quelques kilomètres. Cependant, loin d'une vision purement contingente de la transformation des expériences politiques, ce que montre aussi la comparaison méthodique des situations concrètes, c'est que le mouvement des Gilets jaunes n'est pas pour autant localiste : non seulement il existe bien des revendications à une échelle nationale, contre l'État, le gouvernement et sa politique, mais il y a surtout, au-delà des particularismes, une même dynamique concrète, révélée par une série d'obstacles transversaux, récurrents, transformés de façon comparable dans différentes régions. Reconstructions, déplacements de ronds-points, replis tactiques, assemblées générales et recherches d'alliés stratégiques sont autant de manières de sortir des impasses. Ces événements partagés dressent une même chronologie – articulée autour de la « fin des cabanes » – qui inscrit les ronds-points dans une histoire commune. Cette chronologie fait aussi apparaître des bifurcations récurrentes. Par exemple, alors que la volonté de garder le geste insurrectionnel initial peut surexposer un rond-point à la répression policière et favoriser son expulsion, la recherche d'un « tournant organisationnel » et la volonté d'instaurer des assemblées générales peut, tout en continuant la lutte, éloigner celle-ci de son indispensable ancrage local.

Si ces épreuves ont pu être surmontées, c'est aussi par l'équilibrage de forces entre des pôles opposés – un élément qui constitue, selon nous, un second facteur essentiel de la durée du mouvement, outre la capacité des forces mobilisées à transformer ces épreuves en ressources. Face aux conflits internes entre différents sous-groupes, de nombreux ronds-points ont pu se spécialiser dans l'accueil d'un certain type de public – par exemple des personnes soucieuses de la respectabilité du mouvement et de l'attrait des petites classes moyennes, ou bien des groupes précaires soucieux du maintien des modalités d'action directes. Même si, dès la fin décembre 2018 ou le début du mois de janvier 2019, de nombreux groupes locaux de Gilets jaunes se scindent en plusieurs sites, à la fois complémentaires et concurrents, accueillant chacun une population spécifique, les groupes qui ont réussi à se maintenir sont ceux qui ont pratiqué un équilibrisme social souvent fondé sur

d'intenses sociabilités, mais aussi sur des formes de démocratie directe prudentes – comme les directions polycéphales ou le recours aux assemblées. Enfin, la structuration du rond-point a pu prendre parfois une autre direction, à travers le surinvestissement de l'espace occupé, en particulier de la « cabane » qui est devenue, plus qu'un lieu de rassemblement, un véritable lieu de vie – et parfois une fin en soi. L'espace occupé devient alors le lieu d'une expérimentation sociale ou d'une utopie concrète, ce qui permet de mesurer la distance parcourue, et les limites nouvelles, depuis l'élan insurrectionnel initial. Entre ces différents pôles communs aux Gilets jaunes – radicalité et pacifisme, délibération et action, occupation et extension – chaque rond-point a composé sa propre partition, garantissant au mouvement son étonnante longévité.

Ouvrages cités

- ANCELOVICI, Marcos, Pascale DUFOUR et Héloïse NEZ. 2016. *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy*. Amsterdam, Amsterdam University Press.
- AUGÉ, Marc. 2010. « Retour sur les “non-lieux”. Les transformations du paysage urbain », *Communications*, n° 87 : 171-178.
- AUYERO, Javier. 2005. « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160 : 122-132.
- BEDOCK, Camille, Loïc BONIN, Pauline LIOCHON et Tinette SCHNATTERER. 2020. « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, n° 28 : 221-246.
- BENDALI, Zakaria et Aldo RUBERT. 2020. « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, n° 132 : 177-215.
- BERNARD DE RAYMOND, Antoine et Sylvain BORDIEC. 2019. « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques* (en ligne), 14 octobre. URL : <https://metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html> (vérifié le 24 février 2023).
- 2020. « La forme politique des ronds-points. Les Gilets jaunes saisis par leurs lieux de rassemblements », *Condition humaine / Conditions politiques* (en ligne), no 1. URL : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=228> (vérifié le 24 février 2023).
- BLAVIER, Pierre. 2021. *Gilets jaunes. La révolte des budgets contraints*. Paris, PUF.
- BONIN, Loïc et Pauline LIOCHON. 2020. « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps* (en ligne), 2 juin. URL : <https://www.contretemps.eu/fin-des-cabanes-gilets-jaunes> (vérifié le 24 février 2023).
- BOYER, Pierre C., Thomas DELEMOTTE, Germain GAUTHIER, Vincent ROLLET et Benoît SCHMUTZ. 2020. « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, vol. 71, n° 1 : 109-138.
- CHABANET, Didier, Pascale DUFOUR et Frédéric ROYAL. 2011. « Mobilisations sociales et précarité : une introduction », in Didier Chabanet, Pascale Dufour et Frédéric Royall (dir.), *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*. Rennes, Presses de l'École des hautes études en santé publique : 5-13.
- CHALLIER, Raphaël. 2019. « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des Gilets jaunes dans un bourg rural en Lorraine », *La vie des idées* (en ligne), 19 février. URL :

<https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html> (vérifié le 24 février 2023).

CHIRON, Pierre. 2021. « Des ronds-points et manifestations au potager : un exemple d'écologisme populaire chez les Gilets jaunes ? », *Écologie et politique*, n° 62 : 97-110.

CLÉMENT, Karine. 2015. « From "local" to "political": The Kaliningrad Mass Protest Movement of 2009-2010 in Russia », in Kerstin Jacobsson (dir.), *Urban Grassroots Movements in Central and Eastern Europe*. Farnham, Ashgate : 163-193.

— 2020. « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" Penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques* (en ligne), n° 1. URL : <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=115> (vérifié le 24 février 2023).

COHEN, Yves. 2019. « Les "gilets jaunes" parmi les mouvements sans leader des années 2010 », *AOC. Analyse, opinion, critique* (en ligne), 21 février. URL : <https://aoc.media/analyse/2019/02/21/gilets-jaunes-parmi-mouvements-leader-annees-2010/> (vérifié le 24 février 2023).

COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES. 2019. « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6 : 869-892.

COLLECTIF DU ROND-POINT DE SAINT-AVOLD. 2020. *Le rond-point de Saint-Avold. Nous, Gilets jaunes, nos 600 premiers jours*. Paris, Syllepse.

COMBES, Hélène, David GARIBAY et Camille GOIRAND (dir.). 2015. *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*. Paris, Karthala.

COQUARD, Benoît. 2019. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Paris, La Découverte.

DAGNAUD, Monique et TELOS. 2019. « Mère célibataire, héroïne éphémère des ronds-points », *Slate* (en ligne), 22 janvier. URL : <http://www.slate.fr/story/172545/gilets-jaunes-meres-celibataires-conditions-vie-isolement> (vérifié le 24 février 2023).

DECHÉZELLES, Stéphanie et Maurice OLIVE (dir.). 2017. Dossier « Mouvements d'occupation », *Politix*, n° 117.

DEVAUX, Jean-Baptiste, Marion LANG, Christophe LEVÊQUE et Valentin THOMAS. 2019. « La banlieue jaune », *La vie des idées* (en ligne), 30 avril. URL : <https://laviedesidees.fr/La-banlieue-jaune.html> (vérifié le 24 février 2023).

DORMAGEN, Jean-Yves et Geoffrey PION. 2021. « "Gilets jaunes", combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, février : 20.

DORMAGEN, Jean-Yves, Laura MICHEL et Emmanuelle REUNGOAT. 2021. « Quand le vert divise le jaune. Comment les clivages sur l'écologie opèrent au sein des Gilets jaunes », *Écologie et politique*, vol. 62, n° 1 : 25-47.

DUFRESNE AUBERTIN, Laurence. 2021. « Les garçons des quartiers populaires dans le *hirak* : retour sur des pratiques ambivalentes de la contestation », in Amin Allal, Layla Baamara, Leyla Dakhli et Giulia Fabbiano (dir.), *Cheminements révolutionnaires. Un an de mobilisations en Algérie (2019-2020)*. Paris, CNRS Éditions : 29-48.

EL CHAZLI, Youssef. 2012. « Sur les sentiers de la révolution », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6 : 843-865.

ELALAOUI, Charif. 2022. « Lutter au quotidien », *Temporalités* (en ligne), n° 36. DOI : 10.4000/temporalites.10577 (vérifié le 24 février 2023).

EVANS, Sarah M. et Harry C. BOYTE. 1986. *Free Spaces: The Sources of Democratic Change in America*. New York, Harper and Row.

GRAEBER, David. 2013. *The Democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*. Londres, Allen Lane.

GUERRA, Tristan, Chloé ALEXANDRE et Stéphanie ABRIAL. 2021. « Enquêter sur les Gilets jaunes. Sociologie politique d'un mouvement social à partir d'une enquête diffusée sur les réseaux sociaux », *Statistique et société*, vol. 9, n° 1-2 : 21-37.

GUERRA, Tristan, Frédéric GONTHIER et Chloé ALEXANDRE. 2019. « Populist Attitudes

- among the French Yellow Vests», *Populism*, vol. 3, n° 1 : 1-12.
- HAYAT, Samuel. 2021. « Unrepresentative Claims: Speaking for Oneself in a Social Movement », *American Political Science Review*, vol. 16, n° 3 : 1038-1050.
- HMED, Choukri. 2007. « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la "grève des loyers" dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, n° 65 : 55-81.
- 2016. « "Le peuple veut la chute du régime". Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212 : 72-91.
- JEANPIERRE, Laurent. 2019. In *Girum. Les leçons politiques des ronds-points*. Paris, La Découverte.
- LEFEBVRE, Henri. 2000 [1974]. *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- MARTIN, Deborah et Byron MILLER. 2003. « Space and Contentious Politics », *Mobilization: an International Quarterly*, vol. 8, n° 2 : 143-156.
- MARTUCELLI, Daniel. 2015. « Les deux voies de la notion d'épreuve en sociologie », *Sociologie*, vol. 6, n° 1 : 43-60.
- MATHIEU, Lilian. 1999. « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n° 3 : 475-499.
- MAURER, Sophie et Emmanuel PIERRU. 2001. « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 3 : 371-407.
- MCADAM, Doug. 2012 [1988]. *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, trad. de l'anglais par Célia Izoard. Marseille, Agone.
- MCCARTHY, John et Mayer N. ZALD. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6 : 1212-1241.
- ODIN, Pierre. 2019. *Pwofitasyon. Lutttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*. Paris, La Découverte.
- PIVEN, Frances Fox et Richard CLOWARD. 1977. *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*. New York, Vintage Books.
- PLEYERS, Geoffrey et Marlies GLASIUS. 2013. « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2 : 59-80.
- QUANTITÉ CRITIQUE. 2018. « Enquête. Les Gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L'Humanité*, 19 décembre. URL : <https://www.humanite.fr/politique/enquete-les-gilets-jaunes-ont-ils-une-couleur-politique-665360> (vérifié le 24 février 2023).
- RAVELLI, Quentin. 2020a. « Un chaos organisé. Les grappes de ronds-points comme structures politiques souples », *Condition humaine / Condition politique* (en ligne), n° 1. URL : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=141> (vérifié le 24 février 2023).
- 2020b. « Les huit fonctions du rond-point », *AOC. Analyse, opinion, critique* (en ligne), 3 février. URL : <https://aoc.media/analyse/2020/02/02/les-huit-fonctions-du-rond-point/> (vérifié le 24 février 2023).
- REUNGOAT, Emmanuelle, François BUTON et Cécile JOUHANNEAU. 2022. « Becoming Political while Avoiding Politics: A Study of Yellow Vests First-Timers », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4 : 395-419.
- REVILLARD, Anne. 2003. « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage », document déposé en ligne. URL : <https://shs.hal.science/halshs-01141740> (vérifié le 24 février 2023).
- ROUBAN, Luc. 2019. « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », *The Conversation* (en ligne), 28 janvier. URL : <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-une-transition-populiste-de-droite-110612> (vérifié le 24 février 2023).
- SEWELL, William. 1996a. « Three Temporalities: Toward an Eventful Sociology », in J. McDonald Terrence (dir.), *The Historic Turn in the Human Sciences*. Ann Arbor, University of Michigan Press : 245-280.

SEWELL, William. 1996b. « Historical Events as Transformations of Structures: Inventing Revolution at the Bastille », *Theory and Society*, vol. 25, n° 6 : 841-881.

SIMÉANT, Johanna. 2001. « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2 : 47-72.

SMAOUI, Sélim. 2017. *Faites place : novices en lutte*. Paris, Textuel.

TILLY, Charles. 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading, Addison-Wesley Publisher.

— 2000. « La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé », *Politix*, n° 49 : 97-117.

ZALD, Mayer N. et Roberta ASH. 1966. « Social Movement Organizations: Growth, Decay and Change », *Social Forces*, vol. 44, n° 3 : 327-341.

NOTES

1. De 287710 manifestants pour l'Acte I du 17 novembre 2018 à 136 000 pour l'Acte IV du 8 décembre 2018 et 66 000 pour l'Acte V du 15 décembre 2018, selon les chiffres, contestés, du ministère de l'Intérieur.

2. Pour une estimation chiffrée à plus de 3 millions de personnes ayant participé au moins une fois à une mobilisation, voir Dormagen et Pion (2021).

3. Source : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), « Population active, emploi et chômage en 2017 », 2020 (URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4515574?geo=FE-1>).

4. Les sources concurrentes du ministère de l'Intérieur et du collectif Le nombre jaune s'accordent

sur ce constat. Voir par exemple l'article de William Audureau paru dans *Le Monde* du 21 janvier 2019, URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/21/le-difficile-comptage-des-rassemblements-de-gilets-jaunes_5412352_4355770.html (vérifié le 24 février 2023).

5. Rappelons ici que 12 personnes sont décédées dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes. Si la plupart ont été victimes d'accidents de la route résultant des blocages, au moins l'une d'entre elles est morte des suites d'une bagarre entre Gilets jaunes sur un rond-point.

Annexes

1. LOCALISATION ET CARACTÉRISTIQUES DES RONDS-POINTS OBSERVÉS

ROND-POINT	DÉPARTEMENT	RÉGION	AIRE URBAINE
1. Treyssac	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	Commune de pôle moyen (5 000-10 000 emplois)
2. Rambail (puis Arenc)	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	Autre commune multipolarisée
3. Aliénor	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
4. Vinsaint	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	Commune de petit pôle (1 500-5 000)
5. Aligny (deux ronds-points)	Loiret	Centre-Val de Loire	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
6. Sarette	Loiret	Centre-Val de Loire	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
7. Rozambelle	Calvados	Normandie	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
8. Laise	Calvados	Normandie	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
9. Camon (deux ronds-points)	Saône-et-Loire	Bourgogne-Franche-Comté	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
10. Houille	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	Commune de petit pôle (1 500-5 000)
11. Romanche	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	Commune en couronne de grand pôle
12. Girolles	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	Commune en couronne de grand pôle
13. Grand-Sud	Hérault	Occitanie	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
14. Saarville	Moselle	Grand Est	Commune de grand pôle (>10 000 emplois)
France entière			

Note: Ces chiffres concernant les communes sont indicatifs du contexte local de mobilisation et non de sa composition sociale précise, car les Gilets jaunes proviennent le plus souvent de nombreuses communes proches.

NB HAB. COM-MUNE	DISTANCE PRÉFECTURE	TAUX DE PAUVRETÉ (2018)	TAUX DE CHÔ-MAGE (2017)	VOITURE POUR SE RENDRE AU TRAVAIL	OUVRIERS-EMPLOYÉS (2017)	PREMIER TOUR PRÉSI-DENTIELLE 2017
7 389	49 km	20 %	12,7 %	79,3 %	32,5 %	Macron (25,61 %)
2 000	50,7 km	NC	13,2 %	83,8 %	29,8 %	Mélenchon (26,55 %)
4 730	17 km	13 %	9,6 %	85,3 %	28,5 %	Macron (24,71 %)
4 813	51,3 km	16,20 %	22 %	72,9 %	30,9 %	Macron (22,96 %)
12 600	75,8 km	12 %	11,2 %	82,2 %	27 %	Le Pen (24,41 %)
12 700	71,8 km	30 %	18,3 %	76,7 %	34,7 %	Mélenchon (27,74 %)
6 700	8,6 km	20 %	14,7 %	80,1 %	39,4 %	Mélenchon (31,04 %)
9 800	5,9 km	13 %	11,2 %	77,8 %	36 %	Mélenchon (26,97 %)
33 633	0 km	24 %	14,4 %	73,2 %	32,2 %	Macron (25,35 %)
4 950	38,8 km	15 %	9,4 %	73,3 %	29,5 %	Le Pen (26,62 %)
7 361	18,4 km	13 %	12 %	80,3 %	30,5 %	Le Pen (26,69 %)
1 226	15,1 km	NC	5,1 %	85,3 %	NC	Macron (32,78 %)
277 639	0 km	27 %	13,9 %	53,6 %	22,9 %	Mélenchon (31,46 %)
15 548	46 km	20 %	12,1 %	83,9 %	29,9 %	Le Pen (28,86 %)
		14,1 %	9,4 %	70 %	20,7 %	Macron (24,01 %)

2. TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES SÉQUENCES D'OCCUPATION DU 17 NOVEMBRE 2018 AU 15 FÉVRIER 2020

Ronds-points	Département	Enquête	Région	Aire urbaine	Nb hab. commune	Début de l'occupation	du 17 au 30 novembre	du 1 ^{er} au 15 décembre	du 15 au 31 décembre
Treysac, Rambail, Arenc	Gironde	Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordiec	Nouvelle-Aquitaine	Commune appartenant à un moyen pôle (5 000 à moins de 10 000 emplois)	7 389	17/11/2018			
Aliénor	Gironde	Pierre Chiron	Nouvelle-Aquitaine	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	4 730	17/11/2018			
Vinsaint	Gironde	Pierre Chiron	Nouvelle Aquitaine	Commune appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)	4 813	17/11/2018			
Aligny Nord / Aligny Sud	Loiret	Quentin Ravelli	Centre-Val de Loire	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	12 600	17/11/2018			
Sarette	Loiret	Quentin Ravelli	Centre-Val de Loire	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	12 700	17/11/2018			
Rozambelle	Calvados	Charif Elalaoui	Normandie	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	7 000	17/11/2018			
Laise	Calvados	Charif Elalaoui	Normandie	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	10 000	17/11/2018			
Camon Nord, Camon Sud	Saône-et-Loire	Pauline Liochon et Loïc Bonin	Bourgogne-Franche-Comté	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	33 633	17/11/2018			
Houille (Girolles)	Isère	Théo Grémion	Auvergne-Rhône-Alpes	Commune appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)	4 950	18/11/2018			
Romanche	Isère	Théo Grémion	Auvergne-Rhône-Alpes	Commune appartenant à la couronne d'un grand pôle	7 361	25/11/2018			
Grand-Sud	Hérault	Emmanuelle Reungoat	Occitanie	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	277 639	24/11/2018			
Saarville	Moselle	Karine Clément	Grand Est	Commune rurale, relativement isolée	15 000	17/11/2018			

Note: La taille des flèches correspond aux effectifs du rond-point, évalués à partir d'observations, d'entretiens et des estimations de la presse locale. Le passage à deux flèches désigne une scission de la mobilisation en deux groupes d'occupation, le plus souvent sur deux ronds-points différents (Treysac, Aliénor, Romanche) mais dans un cas de figure sur le même rond-point (Aligny Nord).

